

COMMUNE
DE
VILLENEUVE-
LA-GARENNE
92390

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Membres en exercice : 35

Membres présents : 20

Membres représentés : 9

Membres absents : 6

Membres votants : 29

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi dix-huit décembre à dix-huit heures, le Conseil municipal de la Commune de Villeneuve-la-Garenne légalement convoqué par M. Pascal PELAIN Maire, par convocations postées le vendredi douze décembre 2025 et par voie dématérialisée le même jour, conformément aux dispositions des articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni à la salle du Conseil municipal de la Ville de Villeneuve-la-Garenne sous la présidence de son Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Pascal PELAIN, Maire de Villeneuve-la-Garenne,

Mme. Carine BANSEDE, M. Frédéric RARCHAERT, Mme. Khady FOFANA, M. Arnaud PERICARD, M. Alain-Xavier FRANÇOIS, Mme. Fatima AAZIZ, M. Bachir HADDOUCHE, Mme. Sandrine HERTIG, M. Kiran STIOUI - GURUNG, Maires-adjoints.

Mme. Monique LABORNE, M. Mohamed AMAGHAR, Mme. Mirtha HENRIOL, Mme. Fatma SERIR, M. Salah KOBBI, Mme. Eduarda PINTO-RODRIGUEZ Conseillers municipaux délégués.

M. Gaoussou KEITA, M. Jérémie LAGARDE, M. Foade BEN LAHCEN, Mme. Eve NIELBIEN, Conseillers municipaux.

POUVOIRS :

Mme. Leila LARIK, Maire-adjointe, donne pouvoir à Mme AAZIZ

Mme. Zoubida KATTHALA, Maire-adjointe, donne pouvoir à M. HADDOUCHE

M. Lahcen BAYLAL, Maire-adjoint, donne pouvoir à M. PERICARD

M. Larbi OUHAMMOU, Conseiller municipal délégué donne pouvoir à M. KEITA

Mme. Joanna MOHAMED, Conseillère municipale, donne pouvoir M. KOBBI

M. Dayan KIRINDI ARACHCHIGE, Conseiller municipal, donne pouvoir à Mme. SERIR

Mme. Rolande CHAVANNE, Conseillère municipale, donne pouvoir à Mme HENRIOL

M. Éric PELEAU, Conseiller municipal, donne pouvoir à M. LAGARDE

Mme. Mariam KANTE, Conseillère municipale, donne pouvoir à M. le Maire

ABSENTS :

M. Christophe DOUAY, Conseiller municipal ;

Mme. Emmanuelle SAUNIER, Conseillère municipale,

M. Abdelaziz BENTAJ, Conseiller municipal ;

Mme. Yaël LEVY, Conseillère municipale ;

M. Abderrahim AIT OMAR, Conseiller municipal ;

Mme. Sandrine PAYET, Conseillère municipale.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Fatma SERIR, Conseillère municipale déléguée, désignée en séance conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SIGNAIS 2025-2026
D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

Accusé de réception en préfecture
002-200785026-2025-24-00-DE
Date de réception préfecture : 05/01/2026

MADAME FOFANA EXPOSE AU CONSEIL

Que la ville de Villeneuve-la-Garenne propose par l'intermédiaire du Projet Educatif Territorial (P.E.D.T) une offre éducative forte et cohérente à tous les enfants et jeunes du territoire au travers de quatre valeurs éducatives partagées : l'épanouissement de l'enfant, la cohérence éducative, l'équité et la citoyenneté,

Que l'accompagnement à la scolarité constitue un axe majeur du P.E.D.T,

Que suite à la délibération du 17 décembre 2015 portant sur la mise en œuvre d'une coordination des dispositifs d'accompagnement à la scolarité et le conventionnement avec les acteurs éducatifs, la Ville a signé une charte de fonctionnement de cette coordination avec les associations engagées dans ce dispositif,

Qu'en effet, diverses associations partenaires et le service municipal de l'Espace Nelly Roussel accueillent environ 400 enfants de l'école primaire au lycée,

Que depuis septembre 2016, la Ville coordonne une instance de travail avec des partenaires de l'accompagnement scolaire,

Que cette coordination de l'accompagnement scolaire s'appuie sur un réseau d'acteurs locaux (associations et services de la Ville) afin de réfléchir et mettre en commun des outils de travail et de communication efficaces au service d'une politique d'accompagnement scolaire cohérente,

Que les partenaires participent à la réalisation de l'objectif suivant : proposer un cadre commun de travail pour articuler les différentes offres en favorisant la connaissance réciproque des acteurs de l'accompagnement scolaire,

Qu'il s'agit donc de :

- faire remonter les données de chaque structure et exprimer les besoins non couverts,
- soutenir les acteurs de l'accompagnement scolaire,
- travailler sur des supports de communication communs et des actions communes tout en valorisant les spécificités de chaque acteur,

Que le service Actions Educatives pilote cette coordination et vérifie que les acteurs engagés au sein de cette coordination respectent les engagements suivants :

- les partenaires s'engagent à proposer aux enfants au moins deux soirs par semaine de l'aide aux devoirs (accompagnement à la scolarité, soutien scolaire...) dans un cadre bienveillant et un encadrement approprié,
- les partenaires s'engagent à avoir un lien régulier avec les parents des enfants qu'ils reçoivent,
- les partenaires s'engagent à proposer une méthodologie de travail et une pédagogie adaptée,
- les partenaires s'engagent à avoir des intervenants de qualité,
- les partenaires s'engagent à offrir appuis et ressources aux enfants pour réussir à l'école,

Que la Ville finance les acteurs de l'accompagnement scolaire engagés dans cette coordination, remplissant les engagements précités. C'est pourquoi elle a mis en place un appel à projets « Accompagnement à la scolarité » visant :

- à apprécier la bonne tenue administrative et financière des associations,
- à développer les actions et valeurs portées en matière d'éducation, de citoyenneté et de parentalité,
- à définir le planning de cours et la tarification proposée,
- à augmenter le nombre et le niveau d'enfants accompagnés,
- à valoriser la qualité des intervenants.

Que le Conseil municipal se tenant au mois de décembre est appelé à délibérer sur les subventions attribuées dans ce cadre,

Que la Ville, dans le cadre de la charte éthique a souhaitée conventionner dès l'attribution de 1 000 € de subvention avec les associations afin de valoriser leurs projets,

Que de plus, la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République oblige les associations et les fondations à souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique,

Qu'aux termes de ce contrat, les associations devront s'engager à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public,

Qu'à ce titre, toutes les associations recevant des subventions numéraires ou en natures de toutes organisations publiques devront s'engager, en souscrivant un contrat d'engagement républicain, à respecter les engagements suivants :

- Respect des lois de la république ;
- Liberté de conscience ;
- Liberté des membres de l'association ;
- Egalité et non-discrimination ;
- Fraternité et prévention de la violence ;
- Respect de la dignité de la personne humaine ;
- Respect des symboles de la république.

Que par ailleurs, en application du principe posé par l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, est tenu de ne pas prendre part à une délibération du Conseil tout membre de l'assemblée devant être considéré comme intéressé à l'affaire à laquelle se rapporte ladite délibération. Cette disposition trouve en particulier à s'appliquer aux conseillers municipaux exerçant des fonctions particulières au sein des associations susvisées,

LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2131-11 par lequel est tenu de ne pas prendre part à la présente délibération tout membre de l'association devant être considéré comme intéressé à l'affaire à laquelle se rapporte ladite délibération,

Vu la loi 11°2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment l'article 10,

Vu la loi n°2001-495 en date du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, pris en application l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et fixant à 23 000 € le montant des subventions à partir duquel les associations sont tenues de conclure des conventions avec la Ville,

Vu les demandes de subventions financières présentées par diverses associations et autres organismes à but non lucratif,

Vu le souhait de verser des subventions aux associations signataires de la charte d'accompagnement à la scolarité,

Vu les projets de conventions relatives à l'attribution des subventions financières aux associations suivantes : « Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) », « Ensemble », « MAVIE », « ADABE », « Agir pour s'Accomplir (APSA) », « AML » et « Les Pas de l'Espoir » ,

Vu le budget communal 2025,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 16 décembre 2025,

Oui l'exposé complet de Madame FOFANA,

Et après en avoir délibéré.

APPROUVE

L'attribution des subventions sur l'exercice budgétaire 2025 pour les associations signataires de la charte, dont le détail figure dans le tableau récapitulatif suivant :

<i>Associations ou organismes bénéficiaires :</i>	Montant de la subvention attribuée pour l'année scolaire 2024-2025	Montant de la subvention attribuée pour l'année scolaire 2025-2026
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	34 000€	34 000€
Ensemble	16 000€	16 000€
MAVIE	30 000€	30 000€

Association pour le Développement Durable par l'Agriculture Biologique, l'Education, et la formation professionnelle (ADABE)	10 000€	10 000€
Agir Pour s'Accomplir	10 000€	10 000€
AML	5000€	5000€
Les Pas de l'Espoir	5000€	5000€
Total	110 000€	110 000€

AUTORISE

Monsieur le Maire, à signer, le cas échéant, les conventions ci-jointes avec les associations concernées.

PRECISE

Les conventions sont jointes à la délibération.

DIT

Que la dépense est inscrite au budget communal.

Que les membres du Conseil municipal intéressés à l'affaire à laquelle se rapporte cette délibération n'ont pas pris parti aux débats ni au vote.

Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Villeneuve-la-Garenne dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L.411-7 CRPA).

Que la présente délibération municipale pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme au registre.



Pascal PELAIN

Maire de Villeneuve-la-Garenne

Conseiller Régional d'Ile-de-France

Conseiller délégué de la Métropole du Grand Paris

Accusé de réception en préfecture
092-219200789-20251218-2025-12-18-01-DE
Date de réception préfecture : 05/01/2026